

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: 6

Artikel: La Belgique : une force multilatérale
Autor: Debroeyer, Renaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055314>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Toutes les photos © LaDéfense via l'auteur.

Belgique

La Belgique : Une force multilatérale

Lt Renaud Debroeyer

Stagiaire, Académie royale, Bruxelles

En Belgique, l'armée fait parfois l'objet de moqueries quant à son efficacité, son utilité, ou encore sa taille. Comme je l'ai compris depuis que j'habite en Suisse, ces moqueries ne se limitent pas à la Belgique. En effet, les images du défilé militaire lors de la fête nationale font souvent rire à l'étranger, et la taille de notre armée soulève souvent bien des interrogations.

Cependant, en se penchant sur son fonctionnement et sur ses projets, un constat positif peut être tiré concernant l'armée belge : elle n'est pas moins utile, ni moins capable que n'importe quelle autre armée, mais elle met simplement l'accent sur d'autres éléments.

Dans cet article, en partant d'une brève analyse de la politique de sécurité belge actuelle, je me pencherai sur les réformes et projets de l'armée belge annoncés pour les prochaines années, censés compléter cette politique de sécurité. Ceci dans le but de montrer que la Belgique a compris où sont ses forces, et qu'elle développe sa politique multilatérale de façon intelligente, afin de répondre aux défis contemporains.

La politique de sécurité de la Belgique

Actuellement, la politique de sécurité de la Belgique repose sur trois piliers clés, que sont la défense nationale,



la sécurité intérieure et la participation à des missions internationales.

En ce qui concerne la défense nationale, la Belgique est membre (fondatrice) de l'OTAN, ce qui lui permet de bénéficier de la clause de défense collective (article 5 de la Charte). De plus, la Belgique est également membre de l'Union européenne, et peut donc profiter de sa clause de solidarité (article 222 du TFUE).

La sécurité intérieure est un autre pilier clé de la politique de sécurité belge. La Belgique est confrontée à des menaces terroristes croissantes et à des défis liés à l'immigration illégale. Pour faire face à ces défis, et surtout depuis les attentats de Bruxelles de 2016, la Belgique a renforcé sa coopération avec les forces de police et les services de renseignement des autres pays européens, tout en augmentant ses investissements dans la lutte antiterroriste et la surveillance des frontières. En outre, l'armée belge a augmenté sa participation aux opérations de lutte contre le terrorisme en Irak et en Syrie, en coopérant avec les forces armées des pays de l'OTAN et de l'Union Européenne – comme je le développerai dans un prochain article. La crise migratoire a également eu un impact sur la politique de sécurité de la Belgique, entraînant la mise en place d'un plan d'urgence pour faire face à l'afflux de réfugié-e-s. L'armée belge a joué un rôle important dans la gestion de cette crise en apportant un soutien logistique aux autorités civiles et en aidant à la construction de camps pour les réfugié-e-s.

Enfin, la Belgique est également active dans des missions internationales de maintien de la paix et d'aide humanitaire. Elle participe à des opérations sous mandat de l'ONU, de l'Union européenne et de l'OTAN. La Belgique a également mis en place des programmes pour soutenir les pays en développement et les régions touchées par les conflits.

La politique de sécurité de la Belgique est en constante évolution pour faire face aux défis croissants de la sécurité moderne. Afin de faire face aux défis actuels, la Belgique entreprend des réformes et des projets, qui sont large-

ment reliés par un fil rouge : la recherche et l'amélioration du multilatéralisme. En voici un aperçu.

Les réformes et projets belges tournés vers le multilatéralisme

L'armée belge compte actuellement quatre composantes, et une nouvelle va bientôt voir le jour, la composante cyber. La majorité de ces composantes a des projets, fait des acquisitions, ou entreprend des réformes qui vont dans le sens d'une plus grande coopération avec des Etats partenaires.

La composante marine

L'armée belge compte doter sa composante marine de nouveaux navires de lutte contre les mines. Pour ce faire, elle a commandé, en 2019, 12 navires à l'entreprise *Belgium Naval & Robotics*. Cette nouvelle acquisition s'est faite dans le cadre d'un programme commun avec les Pays-Bas, qui récupéreront la moitié de ces navires. A partir de 2024, la Belgique aura donc une flotte lui permettant de lutter plus efficacement contre les mines sous-marines, en parfaite interopérabilité avec son voisin néerlandais.

La composante air

Tout comme pour la composante marine, l'armée belge est en train d'entreprendre une remise à neuf du matériel de sa composante air. L'une des nouveautés est l'acquisition d'une nouvelle flotte d'A400M, nouveau cheval de bataille de la composante. Ici aussi, la Belgique a misé sur un achat commun avec un Etat voisin, cette fois-ci le Luxembourg. La particularité de cet achat commun est que son but est de former une escadrille binationale belgo-luxembourgeoise. Les pilotes de ces avions ont été envoyé-e-s à l'*International Training Centre* d'Airbus de Séville pour y être formé-e-s, et ont appris les ficelles du métier grâce aux escadrilles A400M opérationnelles de la *Royal Air Force* britannique ou de l'Armée de l'Air française.

Bien connus en Suisse, les F-35A le sont tout autant en Belgique, étant donné que cette dernière a également choisi de s'équiper de cet avion de chasse. Les premiers appareils seront livrés cette année, tandis que les derniers des 34 prévus sont annoncés pour 2030. Grâce à cet achat, la Belgique rejoint le cercle des 8 Etats membres de l'OTAN disposant de F-35A.

La composante médicale

Cette composante ne mise pas particulièrement sur le multilatéralisme, mais je ne voulais pas la laisser seule de côté. La composante médicale se verra dotée, dès le 2^e semestre de cette année, d'un nouvel hôpital médical.

Une nouvelle composante

En octobre 2022, les bases pour la création d'une toute nouvelle composante ont été posées. La Belgique a activé son nouveau *Cyber Command*, élément précurseur de la future composante cyber. Ce *Cyber Command* est censé assurer la sécurité des réseaux informatiques de la Défense belge, tout en collaborant avec les partenaires interdépartementaux belges et internationaux.



La composante terre

Les réformes et projets les plus significatifs au niveau de l'implication belge dans le multilatéralisme sont très certainement visibles dans la composante terre. Deux grands projets misent sur la coopération avec des Etats voisins dans le domaine de la défense.

Le premier est la signature avec la France, en 2018, d'un projet de coopération de défense tout à fait inédit, baptisé « CaMo » (capacité motorisée). Au sein de ce projet, les armées de Terre des deux Etats seront formées ensemble, afin d'assurer une interopérabilité parfaite. De plus, dans le cadre de ce partenariat, la Belgique va s'équiper, à partir de 2025, de 382 véhicules *Griffon*, de 60 *Jaguar*, et de neuf systèmes infovalorisés CAESAR NG (Camion Equipé d'un Système d'Artillerie de Nouvelle Génération). La première sortie commune est prévue pour 2026.

Le deuxième projet, tout aussi innovant, est la création d'un bataillon belgo-luxembourgeois, censé voir le jour en 2030. Si peu d'informations sont pour le moment disponibles sur cette future unité de 700 militaires, sa création a été actée par la signature d'un accord en octobre 2022 entre les ministres de la Défense de la Belgique et du Luxembourg.

Ces deux évolutions sont de grands pas en avant pour la Belgique, pour ses pays partenaires (dans ces cas-ci la France et le Luxembourg), mais également pour l'Union européenne et l'OTAN. En effet, l'interopérabilité que permettront d'atteindre ces coopérations rapproche l'Union européenne d'une Europe de la défense, tout en



augmentant l'efficacité de l'OTAN. C'est d'ailleurs sur ce point qu'ont insisté les ministres de la Défense belge et luxembourgeois, Ludivine Dedonder et François Bausch, lors de la signature de l'accord entre leurs deux Etats.

Réforme dans le recrutement

«On peut avoir les plus beaux camions, les plus beaux avions; si on n'a pas le personnel pour les faire fonctionner, on n'est rien.» En déclarant cela, Ludivine Dedonder a mis le doigt sur un problème de la Belgique: le manque de personnel. Pour y remédier, la Belgique mise sur une réforme du recrutement. Rien n'est encore certain, étant donné que cette réforme en est au stade d'étude, mais les critères de recrutement devraient être allégés, abolissant les éléments obsolètes, comme le refus d'enrôler des personnes atteintes de diabète. Ces réformes visent à faciliter l'atteinte de l'objectif de l'armée, qui souhaite recruter 10'000 militaires et plusieurs milliers de civils, afin d'atteindre 29'000 militaires d'ici 2030, au lieu de 24'500 fin 2020.

En plus de ces projets et réformes déjà importants, la Belgique a approuvé un nouveau projet, sur la table depuis de nombreuses années: l'installation de nouveaux quartiers militaires dans la Province du Hainaut (province francophone belge la plus peuplée). La construction de cette caserne semi-ouverte devrait débuter en 2024, une fois les travaux de dépollution de la zone terminés. Cette construction vise à améliorer l'attractivité de la carrière militaire, en rapprochant les militaires de leur lieu de vie, et à créer des lieux de formation modernes, en y incluant notamment une entité de cybersécurité.

En conclusion, même si l'armée belge n'est pas la plus impressionnante au vu de sa taille, sa politique multilatérale en fait une armée très intéressante et moderne. Comme au niveau politique, la Belgique cherche à coopérer avec ses Etats voisins et amis, ayant très vite compris que l'Union fait la force.

R. D.



Revue des revues

Belgique

Col EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

Le Ministère belge de la Défense disposera d'un nouveau quartier général en 2027, placé en face du siège de l'OTAN. Le site hébergera 2'800 postes de travail et pourra accueillir jusqu'à 4'000 personnes. Le coût est devisé à 499 millions d'Euro et les travaux doivent débuter en 2024. (*Raids* No. 441, avril 2023, p. 31)

Le 1/3 bataillon de lanciers belge s'entraîne en Roumanie en mars 2022. Un aperçu des matériels et des hommes est proposé par Thierry Charlier. Cette unité emploie les matériels les plus lourds de l'armée belge: notamment les *Piranha* DF90 et DF30. (*Raids* No. 434, septembre 2022, p. 42-46)

La Belgique a commandé 19 obusiers *Caesar* supplémentaires auprès du fabricant Nexter, pour un coût de 62 millions d'Euro. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique (CaMo) avec la France, portant déjà sur les commandes de 9 *Caesar*, 382 VBRM *Griffon* et de 60 EBRC *Jaguar*.

La commande initiale de 9 pièces d'artillerie paraît en effet dérisoire dans le contexte stratégique actuel. La Belgique réalise ainsi un plan d'investissement STAR (Security, Technology, Ambition, Resilient) approuvé en juin 2021 par le Gouvernement et la Commission de Défense de la Chambre, prévoyant 10 milliards d'Euro supplémentaires à investir entre 2022 et 2030. Cet investissement inclut un budget de 492 millions destinés à renforcer la capacité de la Composante Terre dans le domaine de l'appui de feu. (*Raids* No. 433, août 2022, p. 89)

L'armée belge appuiera la police en fournissant une cinquantaine de militaires afin de participer aux actions de lutte contre le trafic de drogue. Un autre contingent devrait également impliquer une trentaine de militaires pour la sécurité de centrales nucléaires. (*Raids* No. 441, avril 2023, p. 33)

A+V